

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22 440 Ploufragan

Ploufragan, le 23/01/2026

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 03/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**KERVALIS ARMOR**

Zone d'Activité des Landes d'Ifflet  
22230 TREMOREL

Code AIOT : 0005503335

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement Kervalis Armor implanté Zone d'Activité des Landes d'Ifflet à Tremorel (22230). L'inspection a été annoncée le 19/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### ***Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :***

- Kervalis Armor
- Zone d'Activité des Landes d'Ifflet -22230 Trémorél
- Code AIOT : 0005503335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kervalis est spécialisée dans la collecte et le traitement des sous-produits animaux valorisables de catégorie 3 au sens du règlement (CE) n°1069/2009. Ces matières premières proviennent exclusivement d'unités d'abattages et de découpe de porcs.

Les matières premières provenant d'IAA, sont constituées d'eau (au moins 50%) et de graisses '(13 %) qui sont déshydratées et cuites avec de la vapeur. Le mélange est pressé pour séparer :

- la fraction protéique, qui est broyée et tamisée pour obtenir des PAT destinées à l'alimentation des animaux de compagnie (Pet food) et potentiellement en engrais;
- la fraction lipidique, qui est clarifiée par décantation et filtrées dans un filtre cricket pour obtenir des graisses animales destinées à une valorisation divers différentes filières : alimentation animale, biocarburant, oléochimie.

Le site dispose d'une installation de combustion (3 chaudières) pour la fabrication de vapeur d'eau utilisée pour le traitement thermique et la cuisson des matières premières.

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 14/10/2002, modifié le 25/03/2024.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN25 Combustion
- AN25 PMII
- Équipement sous pression
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Dossier des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2	Demande d'action corrective	3 mois
5	Plan d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande d'action corrective	6 mois
8	Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	3 mois
12	VLE chaudières	Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article Art.10-I.a)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
13	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
23	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 1	Sans objet
2	Champ d'application démarche PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	Recensement des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1	Sans objet
6	Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
9	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25	Sans objet
10	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.4	Sans objet
11	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9	Sans objet
14	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8-VI et Art.35-bis	Sans objet
15	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62	Sans objet
16	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
17	Vérification du dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	Sans objet
18	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
20	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
21	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Sans objet
22	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
24	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
25	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
26	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection a porté sur plusieurs thématiques de contrôle. Elle a permis de relever les

points suivants :

- Situation administrative : le non-classement à la rubrique 1510
- PM2I : l'identification d'un réservoir, de son massif et de sa cuvette de rétention soumis à la réglementation sur le vieillissement. Sur ce point l'exploitant n'a pas établi de dossier réglementaire pour chacun des équipements comprenant un état initial, un plan et un programme d'inspection.
- Combustion : au regard des résultats d'analyse et du tableau de suivi communiqués, les fréquences de contrôles pour certains appareils ne semblent pas respectées. Le tableau de surveillance mérite d'être complété pour une meilleure compréhension.
- ESP : la liste des ESP a été actualisée et corrigée à la suite du contrôle. Le contrôle par sondage de certains équipements sous-pression n'amène pas de remarques particulières de la part de l'inspection.

Il conviendra à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives demandées et de transmettre les justificatifs associés.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article 1			
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, Rubrique ICPE			
<b>Prescription contrôlée</b> : Les dispositions de l'article 1.1. de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2002 sont modifiées comme suit : 1.1. - La SAS KERVALIS ARMOR, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au 9 parc d'activités des Landes d'Ifflet à Trémorel, est autorisée à exploiter à cette adresse, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande une unité de transformation de co-produits d'origine animale d'une capacité de 104 000 tonnes par an.			
<b>Rubrique</b>	<b>Désignation des activités</b>	<b>Capacité sollicitée</b>	<b>Régime</b>
<b>3642-1</b>	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 t de produits finis par jour	400 T/j	A
<b>2910-B-2</b>	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 27771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. B. Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : 2. Des combustibles différents de ceux visés au point 1 ci-dessus, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 0,1 MW, mais inférieure à 50 MW	Chaudière Graisse/fioul* 10,5 MW Chaudière GPL 10,5 MW Chaudière bois 9,2 MW Total : 30,2 MW	A
<b>4734-2</b>	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas, kérosènes (carburants d'aviation compris), gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges	300 m³ combustible	DC

	de gazoles compris), fioul lourd, carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. 2. Pour les autres stockages, supérieure ou égales à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	chaufferie (fioul lourd ou graisses combustibles) 60 m <sup>3</sup> gazoil	
<b>4718-2</b>	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène) b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t	30,365 t  1 cuve GPL : 30 t  Bouteilles de propane : 365 kg	DC
<b>1435-2</b>	Station service Le volume annuel de carburant distribué supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total étant : 2. mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	329 m <sup>3</sup> /an	DC
<b>1435-2</b>	Station service Le volume annuel de carburant distribué supérieur à 100 m <sup>3</sup> d'essence ou 500 m <sup>3</sup> au total étant : 2. mais inférieur ou égal à 20 000 m <sup>3</sup>	329 m <sup>3</sup> /an	DC

#### **Constats :**

- Rubrique 3642-1:

Les capacités de produits finis renseignées dans GEREP sont de :

- 2021 : 41702 tonnes
- 2022 : 40201 tonnes
- 2023 : 37786 tonnes (79867 tonnes de matières premières traitées)
- 2024 : 41631 tonnes

Les tonnages des matières premières entrantes et des produits finis sur les trois dernières années ont été communiqués par l'exploitant à posteriori de l'inspection.

- Matières premières entrantes:

Les tonnages annuels suivants sont de:

- 2023: 80319,350 tonnes
- 2024: 84929,730 tonnes
- 2025: 88525,680 tonnes

Le tonnage maximal de matières premières entrantes est respecté.

- Produits finis:

Les tonnages annuels de produits finis sont de:

- 2023: 377713,75 tonnes
- 2024: 41282,511 tonnes
- 2025: 39430,16 tonnes.

Les capacités de productions sont respectées.

- Rubrique n°1510:

Par courrier du 21 décembre 2021, la société KERVALLIS a transmis une demande de bénéfice des droits acquis, en application de l'article L.513-1 du Code de l'environnement, concernant le

positionnement à la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE.

Le volume d'entreposage renseigné par l'exploitant était de 33 500 m<sup>3</sup>.

Ainsi, la rubrique de classement lui étant applicable est la 1510.2.c « *Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), [...] et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup>* » et relèvait du régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC).

Le 05 novembre 2024, l'exploitant a sollicité par courrier, la révision de ce classement à la rubrique 1510 en précisant que les activités de Kervalis Armor répondait à des exemptions prévues dans le guide d'application de la rubrique de février 2023.

L'exploitant apporte la démonstration dans son courrier par le traitement rapide des matières premières en raison des contraintes sanitaires. La production sur site est en flux tendu. Les produits finis stockés en big bag et en vrac sont évacués rapidement.

Le jour du contrôle il a été constaté la présence de différentes zones pour le stockage des big bag de 1 250 kg. Une estimation de 250 tonnes de produits stockées a été évaluée.

L'exploitant a communiqué le 19 décembre 2025, le plan des zones de stockage en big bag qui définit la capacité de stockage maximale à 337,5 tonnes:

Il est précisé la répartition suivante:

- dans une rangée capacité maximale de 20 Big Bag de 1,250T soit 25T par rangée soit 325T au total

- dans la rangée bis, possibilité de ranger 10 Big Bag de 1,205 T soit 12,5 T.

La visite des installations a permis de confirmer ce point.

En conséquence, le site n'est pas classé à la rubrique 1510. Une actualisation de la situation administrative sera réalisée par le service d'inspection.

Il n'y a pas d'évolution pour les autres rubriques ICPE.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Champ d'application démarche PMII

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Champ d'application

**Prescription contrôlée :**

Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation.

**Constats :**

L'arrêté du 4 octobre 2010 s'applique au site.

L'exploitant n'avait pas mis en œuvre les dispositions de la section 1 "Dispositions relatives à la prévention des risques liés au vieillissement de certains équipements" avant l'annonce de cette inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Recensement des réservoirs soumis au PMII

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée : <ul style="list-style-type: none"><li>• supérieure à 10 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li><li>• supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou</li><li>• supérieure à 100 m<sup>3</sup> pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.</li></ul> Sont exclus du champ d'application de cet article : <ul style="list-style-type: none"><li>• les réservoirs faisant l'objet d'inspections hors exploitation détaillées en application du point 29-4 de l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé, et</li><li>• les réservoirs pour lesquels une défaillance liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important lorsque l'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des réservoirs d'une capacité supérieure à 10 m <sup>3</sup> présents sur le site. Pour chacun d'eux, leur volume et les mentions de dangers des produits contenus ont été examinés. Cette analyse a permis d'identifier un réservoir (60 m <sup>3</sup> - Fioul lourd) soumis à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. La cuve de gazole de 60 m <sup>3</sup> n'est pas soumise car elle n'a pas de mention de danger H400 ou H410. Elle n'est pas non plus soumise à l'arrêté du 03/10/2010 (liquides inflammables) car elle est classée à déclaration sous la rubrique 4734. Les plans du site et la visite des installations par l'inspection a permis de confirmer cette analyse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Dossier des réservoirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – dossier 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  4-2. L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection du réservoir. (...)



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un état initial présentant les caractéristiques techniques du réservoir ainsi que les plans. Le programme d'inspection et le plan d'inspection du réservoir soumis au PM2I n'ont pas été réalisés au jour de l'inspection.</p> <p>Le plan et le programme d'inspection doivent être réalisés par un organisme compétent, et peuvent être établis selon le guide d'inspection et de maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux DT 94.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra constituer un dossier du réservoir soumis au PM2I comprenant l'état initial, un plan et un programme d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>
<p><b>N° 5 : Plan d'inspection des réservoirs</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réservoirs – programme inspection 04/11</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;</li> <li>• à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</li> <li>• pour les réservoirs de plus de 100 m<sup>3</sup>, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'ayant pas établi de plan d'inspection, il ne réalise aucune visite de routine ni inspection externe détaillée telles que demandées par la réglementation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra procéder, pour son réservoir soumis au PM2I, aux inspections minimales prévues à son plan d'inspection, par du personnel qualifié.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 6 : Recensement des tuyauteries et capacités soumises au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tuyauteries - recensement 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables : <ol style="list-style-type: none"><li>1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et</li><li>2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou</li><li>3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m<sup>3</sup> contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou</li><li>4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou</li><li>5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411,</li></ol> <p>Sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et</li><li>• les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et</li><li>• les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le site n'a pas de capacité pouvant être concernées par cet article. Concernant les tuyauteries, le croisement des diamètres et mentions de dangers n'identifie aucune tuyauterie concernée. De plus, d'après l'exploitant, l'étude de dangers ne présente pas de scénario classé en gravité importante dont l'origine serait le vieillissement d'un équipement. La visite des installations par l'inspection a permis de confirmer ces analyses.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Recensement des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li><li>• les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m<sup>3</sup> ; et</li><li>• les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et</li><li>• les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le massif et la cuvette de rétention du réservoir soumis au PM2I sont également soumis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Modalités de suivi des ouvrages soumis au PMII**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Massif cuvette caniveau – état initial inspections 04/10
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.  À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.
<b>Constats :</b> L'exploitant effectue des rondes régulières pour vérifier notamment l'état des rétentions mais ne réalise pas de suivi formalisé du massif et de la cuvette de rétention soumis au titre du PM2I. Il n'a pas réalisé d'état initial, de programme et de plan d'inspection de ces équipements. L'état initial, le plan et le programme d'inspection doivent être réalisés par un organisme compétent, et peuvent être établis selon le guide de surveillance des ouvrages de génie civil et structures DT 92.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra constituer un dossier du massif et de la cuvette de rétention du réservoir soumis au PM2I comprenant un état initial, un plan et un programme d'inspection et réaliser les inspections qu'il aura définies.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 9 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions
<p><b>Prescription contrôlée :</b> I. - Capacité des rétentions</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés. [...]</p> <p>II. - Règles de gestion des rétentions et stockages associés.</p> <p>Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.</p> <p>Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.</p> <p>Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matières de rejets ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a contrôlé par sondage la rétention de la cuve de gazole.</p> <p>Celle-ci a une capacité de rétention supérieure à 100 % de la cuve.</p> <p>Un avaloir est présent en fond de rétention, l'exploitant a confirmé qu'il est maintenu en position fermée.</p> <p>Une procédure est en place pour que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence : en présence de liquide dans la rétention, si celui-ci n'est pas contaminé, la vanne est ouverte vers le réseau d'eaux pluviales ; s'il est contaminé, un prestataire intervient pour procéder à une pompe.</p> <p>La visite de cette rétention au cours de l'inspection a confirmé son bon état et l'absence d'eau stagnante dans le fond.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Combustible**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.4							
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2019-B2							
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature. Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>leur origine ;</li><li>leurs caractéristiques physico-chimiques ;</li><li>les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ;</li><li>l'identité du fournisseur ;</li><li>le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site.</li></ul> À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés. Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'autorisation précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisés dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.							
<b>Constats :</b> KERVALIS a installé en 2024 une cuve de stockage de GPL d'une capacité de 30 tonnes pour alimenter une nouvelle chaudière en remplacement d'une des 2 chaudières graisse/fioul. La vapeur utilisée pour le traitement thermique et la cuisson des matières premières est produite par 3 chaudières dont les caractéristiques sont les suivantes :							
<b>Appareil</b>	<b>Type appareil</b>	<b>Puissance de l'appareil</b>	<b>Date de mise en service</b>	<b>Combustible utilisé</b>	<b>Système de traitement des fumées</b>	<b>Hauteur de la cheminée</b>	<b>Durée de fonctionnement de l'appareil</b>
Chaudière n°1 : F1041	Chaudière vapeur Graisse/fioul n° APAVE: AP311067239	10,5 MW	1974	Graisse animale ou fioul lourd		32 m	1500 h
Chaudière n°2: 19571	Chaudière vapeur GPL Babcock Wanson n° APAVAE: 0003246934	10,5 MW	02/2024	GPL		32 m	8000 h
Chaudière n°3: 2011271	Chaudière biomasse, n° APAVE: AP4L0163	8,61 MW	26/03/2014	Déchet bois vert (écorces, plaquettes,...)	Dépoussiéreur cyclonique et électrofiltre	19 m	8000h

Un suivi des installations est réalisé par un prestataire présent sur site. Le programme de mesure analytique a jour a été transmis à posteriori de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Conditions de référence
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés à des conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.</p> <p>Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs, et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les conditions de références rapportées dans les rapports de mesures de surveillance des rejets sont conformes aux exigences réglementaires.</p> <p>Les contrôles des rejets atmosphériques sont réalisés par l'organisme APAVE. Le n° de référence de l'accréditation COFRAC n°1-7202 est mentionné dans les rapports consultés.</p> <p>Les rapports comprennent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la durée des mesurages;</li> <li>• le nombre de mesurages réalisé;</li> <li>• les conditions de fonctionnement du site au moment de la réalisation des mesurages;</li> <li>• les écarts aux normes sont présentés dans le rapport;</li> <li>• les résultats sont rapportés aux conditions de références;</li> <li>• la conformité du blanc de site;</li> <li>• la conformité aux VLE.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : VLE chaudières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/03/2024, article Art.10-I.a) de l'AM du 03/08/2018
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant devra se conformer aux dispositions générales et respecter les valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques applicables à l'installation de combustion fixées aux dispositions du chapitre II, articles 10 et 13 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 susvisé.</p>

En l'occurrence, il devra respecter les valeurs limites précisées ci-dessous :

<b><i>Chaudière GPL (nouvelle installation)</i></b>	<b><i>VLE</i></b>
Puissance	10,5 MW
Nox	150 mg/Nm <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>	5 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	100 mg/Nm <sup>3</sup>
COVnm	50 mg/Nm <sup>3</sup> en carbone total

<b><i>Chaudières bois</i></b>	<b><i>VLE mg/Nm<sup>3</sup> à 6 % d'O<sub>2</sub></i></b>
Puissance	9,2 MW
Poussières	50 mg / Nm <sup>3</sup>
NOX	750 mg/Nm <sup>3</sup>
SO <sub>2</sub>	225 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	250 mg/Nm <sup>3**</sup>
COVnm	50 mg/Nm <sup>3</sup> en carbone total
Dioxine/furane (PCDD-F)	0,1 ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup>
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en (As+Se+Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 mg/Nm <sup>3</sup> « pour la somme des métaux »
HCL	30 mg / Nm <sup>3</sup>
HF	25 mg / Nm <sup>3</sup>

<b><i>Chaudières graisses / fioul</i></b>	<b><i>VLE graisse Valeur limite d'émission en mg/Nm<sup>3</sup> à 3 % d'O<sub>2</sub></i></b>	<b><i>VLE fioul Valeur limite d'émission en mg/Nm<sup>3</sup> à 3 % d'O<sub>2</sub></i></b>
Puissance	10,5 MW	
Poussières	50 mg/Nm <sup>3</sup>	50 mg/Nm <sup>3</sup>
Nox	550 mg/Nm <sup>3</sup>	550 mg/Nm <sup>3*</sup>
SO <sub>2</sub>	850 mg/Nm <sup>3</sup>	1700 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	200 mg/Nm <sup>3</sup>	-
COVnm	110 mg/Nm <sup>3</sup> en carbone total	110 mg/Nm <sup>3</sup> en carbone total
HAP	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxine/furane (PCDD-F)	-	-
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme

	exprimée en (Cd+Hg+Tl)	exprimée en (Cd+Hg+Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en (As+Se+Te)	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en (As+Se+Te)
Plomb (Pb) et ses composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	20 mg/Nm <sup>3</sup> « pour la somme des métaux »	20 mg/Nm <sup>3</sup> « pour la somme des métaux »
HCL	-	-
HF	-	-

\* Installation dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.

\*\*Valeur limite applicable à partir du 1er janvier 2025

Les gaz de combustion issus des chaudières graisse/fioul et GPL sont évacués par deux cheminées d'une hauteur de 32 mètres chacune.

Les gaz de combustion issus de la chaudière bois sont évacués à une hauteur de 19 mètres.

L'entretien de l'ensemble de l'installation de combustion doit se faire soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire pour assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage.

Le premier contrôle de la chaudière GPL devra être effectué quatre mois au plus tard après sa mise en service.

L'utilisation d'un autre combustible que ceux mentionnés dans le présent arrêté, pour l'alimentation des chaudières, avant la mise en service, devra être portée à la connaissance du préfet.

#### **Constats :**

Des rapports de vérification ont été transmis en amont de l'inspection. Un tableau de synthèse des résultats des analyses réalisées en 2025 a été transmis a posteriori de l'inspection.

Un examen des résultats est repris ci-dessous:

- Chaudière 1 - graisses/fioul :

#### **- Résultats année 2024:**

- 1er Trimestre (Nox et SO<sub>2</sub>) : rapport n°1341148685-001-1 du 22/04/2024 - essai du 01/03/2024 CO et Nox : concentration conforme. Le rapport précise que les résultats sont exprimés dans les conditions réglementaires, c'est-à-dire sur gaz secs dans les conditions normales (1013 mbar ; 273 k ) ramenées à une teneur en O<sub>2</sub> de 3 %

- 2<sup>e</sup> trimestre : pas de mesures (à justifier). Un rapport n°134148683-001-1 du 23/07/2024 avec intervention du 12/06 au 13/06/2024 : Gaz et SO<sub>2</sub>, HAP , poussières, Métaux et HgCo, Nox, COVnM, SO<sub>2</sub> : conformes Poussières totales : conformes Métaux : pas d'écarts

- 3<sup>e</sup> Trimestre (Nox et SO<sub>2</sub>) : rapport n°13414684-001-1 du 13/09/2024 - essai du 12/09/2024 CO et Nox : concentration conforme.

Le rapport précise que les résultats sont exprimés dans les Conditions réglementaires, c'est-à-dire sur gaz secs dans les conditions normales (1013 mbar ; 273 k ) ramenées à une teneur en O<sub>2</sub> de 3 %

- 4<sup>e</sup> trimestre : rapport n°134148686-001-1 du 16/01/2025 - intervention 18/12/2024 CO et Nox : concentration conforme.



- **Résultats année 2025:**

Le tableau de synthèse communiqué à posteriori de l'inspection montre des dépassements sur le paramètre oxyde d'azote (Nox) des mesures réalisées le 26/06/2025 et 02/10/2025.

- **26/06/2025:** dépassement Trimestre 2 - chaudière graisse 1: oxyde d'azote à 842 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant explique ce dépassement par *"un encrassement de la chaudière résultant d'une utilisation plus intensive que prévue, elle-même causée par un défaut d'approvisionnement en biomasse non anticipé."*

- **02/10/2025:** dépassement Trimestre 3 - chaudière graisse 1: oxyde d'azote à 933,4 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant explique ce dépassement par *"un encrassement de la chaudière. Un rammonage humide effectué avant sa remise en service s'est avéré non concluant. L'encrassement est imputable à une utilisation excessive et probablement à une dérive du brûleur."*

Les résultats des mesures réalisées le 7 janvier 2026 seront transmis à l'inspection.

L'exploitant justifiera l'absence d'analyse pour les autres trimestres 2025.

- **Chaudière 2 - Propane :**

- 2024: Rapport n°13431741-001-1 du 21/05/2024 (essai du 24/04/2024): CO et Nox concentration : conforme, COV, SO<sub>2</sub> : concentration conforme. Le rapport précise que les conditions normales correspondante à P=1 013 mbar et T=273 k.

- 2025: Rapport n°134754942-001-1 du 14/03/2025 (essai du 19/02/2025): CO et Nox concentration : conforme, COVnm, SO<sub>2</sub> : concentration conforme. Le rapport précise que les conditions normales correspondante à P=1013 mbar et T=273 k.

- **Chaudière 3 - Biomasse - bois :**

- 2024: Rapport n°134148687-001-1 du 26/04/2024 (essai du 21/03/2024): contre-analyse suite non-conformité sur le paramètre Dioxine furane - PCB en 2023 - résultat conforme: 0,00017 ng/Nm<sup>3</sup>. Le dépassement observé en 2023 a été attribué à la qualité du bois et a conduit à un réglage interne de la recette selon les observations fournis par l'exploitant.

Le rapport de 2024 ne présente pas les résultats pour les autres paramètres réglementés. L'exploitant précisera si un contrôle des rejets a été réalisé en 2025.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

L'exploitant transmettra à l'inspection:

- **pour la chaudière graisse/fioul:**
  - les rapports d'analyse des mesures réalisées en 2025;
  - les justificatifs d'absence d'analyse pour les autres trimestres 2025;
  - les résultats des mesures réalisées le 7 janvier 2026.
- **pour la chaudière propane:**
  - les résultats des mesures sur l'ensemble des paramètres réalisés en 2025;
  - la programmation du prochain contrôle des rejets atmosphériques.
- **Pour la chaudière biomasse :**
  - les résultats de l'ensemble des paramètres réglementés.

L'exploitant veillera à respecter les fréquences de mesures pour l'ensemble des paramètres réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 13 : Mesure périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle réglementaire
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 MW et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion.  II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés.  III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.
<b>Constats :</b>  Le tableau de surveillance des mesures des chaudières pour l'année 2025 a été transmis à posteriori de l'inspection. Il n'est pas facilement exploitable. Le tableau ne fait par exemple pas référence au rapport de mesures réalisés et aux conclusions (conforme - non conforme) des analyses. Le tableau présenté semble incomplet au regard des fréquences indiquées dans la colonne H. Des données sont manquantes pour la chaudière GPL et biomasse.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra apporter à l'inspection: <ul style="list-style-type: none"><li>• des précisions sur les modalités de lecture du fichier;</li><li>• compléter le tableau pour une meilleure lisibilité des résultats.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 14 : Mesure périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.8-VI et Art.35-bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Non-respect VLE

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 8.VI. - En cas de non-respect des valeurs limites d'émission énoncées au chapitre II du présent titre, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.</p> <p>Art.35-bis</p> <p>Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux articles 10,11,12 du présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les résultats non-conformes ont été justifiés par l'exploitant. Des contre-analyses sont mises en œuvre lors de résultats non-conformes. (cf.fiche de constat n°12)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Livret de chaufferie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Art.62</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Livret de chaufferie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un livret ou des documents de maintenance qui comprend notamment les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• nom et adresse de l'installation, du propriétaire de l'installation et, le cas échéant, de l'entreprise chargée de l'entretien ;</li> <li>• le dossier d'autorisation tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>• l'arrêté d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation pendant toute la durée de vie de l'installation ;</li> <li>• les dispositions adoptées pour limiter la pollution atmosphérique ;</li> <li>• les conditions générales d'utilisation de la chaleur ;</li> <li>• les résultats de la surveillance des rejets atmosphériques, à conserver sur une période d'au moins six ans ;</li> <li>• le relevé des cas et des mesures prises en cas de non-respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques, pendant une période d'au-moins six ans ;</li> <li>• les grandes lignes de fonctionnement et incidents d'exploitation assortis d'une fiche d'analyse à conserver sur une période d'au moins six ans, dont les pannes et les dysfonctionnements du dispositif antipollution secondaire ;</li> <li>• un relevé du type et des quantités de combustible utilisé dans l'installation à conserver sur une période d'au moins six ans ;</li> <li>• l'engagement de l'exploitant à faire fonctionner son ou ses appareils de combustion moins de 500 heures par an, si pertinent ;</li> <li>• le relevé des heures d'exploitation par an, sur une période d'au moins six ans.</li> </ul> <p>Une consigne précise la nature des opérations d'entretien ainsi que les conditions de mise à disposition des consommables et équipements d'usure propres à limiter les anomalies et le cas échéant leur durée. [...]</p>

**Constats :**

Le registre d'intervention de la chaudière SATNDAR FASEL (fioul/graisse) a été consulté. Des informations relatives à la surveillance, les opérations d'entretien et de maintenance sont enregistrées sur des registres papiers et dans un logiciel informatique.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Contrôle de la liste des appareils à pression**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III

**Thème(s) :** Risques accidentels, Liste des appareils à pression

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :**

Les équipements sous-pression sont inventoriés dans deux listes qui ont été communiquées à l'inspection en amont du contrôle:

- une liste comprenant les équipements de l'usine;
- une autre liste concernant les équipements en chaufferie (suivie par le prestataire ENGIE).

Les mentions requises sont indiquées sur les listes : référence équipement, type ESP, régime de surveillance, la date de la dernière IP, la date de la dernière RP, la date des prochaines IP et RP, ainsi que d'autres mentions de bonnes pratiques.

Il n'y a pas d'équipements figurant à l'arrêt ou au chômage dans la liste.

**- Respect des échéances de contrôles:****Liste ENGIE:**

- Générateur STANDARD FASEL ( F1041): anomalies de dates
  - dernière IP : 05/05/2017
  - prochaine IP: 07/04/2027
  - périodicité IP : 24 mois
- Chaudière GP - BABCOCK: numéro de fabrication, n° APAVE, PS, volume manquants dans la liste.
- Générateur STEIN FASEL (F3492): appareil démantelé

La liste actualisée le 19/12/2025 corrige les dates concernant le générateur STANDARD FASEL. Il conviendra de compléter la liste pour la chaudière GPL.

**Liste usine (version 01-2025):**

Cuiseur n°1 - 296: DMS manquante

Donnée corrigée dans la version actualisée transmise le 19/12/2025 (version V05-2023). La date de l'IP pour le corps du cuiseur est renseignée au 24/01/2025 au lieu du 24/11/2025 (à corriger).

Le nom des fabricants des cuiseurs n3 et n4 HM Haarslev n'est pas renseigné dans la liste.

L'intitulé de cette version pourrait porter à confusion. Il conviendra d'indiquer la date de dernière mise à jour dans le fichier.

Les dates renseignées dans les fichiers actualisés transmis le 19/12/2025 ne montrent pas d'incohérence avec les documents consultés et transmis.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 17 : Vérification du dossier d'exploitation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;

- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;

- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage.

Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
  - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;

- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;

- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;

- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;

- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

**Constats :**

L'inspection a contrôlé par sondage les dossiers d'exploitations de 2 équipements suivants:

- Cuiseur 1 n°296
- Générateur FASEL n°F1041

Les dossiers d'exploitation sont tenus à jour et comprennent notamment les documents suivants:

- la déclaration de mise en service;
- l'état descriptif des équipements ;

- les rapports de vérification IP et RP ;
- les registres où sont consignées les interventions datées relatives aux contrôles des installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Caractéristiques des équipements**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

L'inspection a contrôlé par sondage les deux équipements suivants:

	<b>STANDARD FASEL</b>	<b>CUISEUR 1</b>
<b>Type d'équipement</b>	Générateur de vapeur -(GV) avec présence humaine permanente	Récipient
<b>N° équipement</b>	AP311067239	296
<b>Fabricant</b>	STANDARD FASEL	HM HARSLEV
<b>Date ou année de fabrication</b>	1974	1994
<b>Date de mise en service</b>	non renseigné	13/09/2004
<b>PS (bar)</b>	12	5
<b>Volume (L) ou DN (si tuyauterie)</b>	32000 l	13 400 l
<b>PS.V ou PS.DN</b>	384000	67000
<b>État du fluide</b>	Vapeur	Vapeur
<b>Nature du fluide</b>	Gaz de groupe 2	Gaz de groupe 2
<b>Régime de surveillance</b>	Équipement soumis au suivi en service avec plan d'inspection (PI): périodicité maximale IP appliquée par l'exploitant: 24 mois Équipement soumis à requalification périodique (RP): périodicité maximale RP appliquée par l'exploitant: 10 ans	Équipement soumis à inspection périodique (IP) périodicité maximale IP appliquée par l'exploitant: 24 mois Équipement soumis à requalification périodique (RP): périodicité maximale RP appliquée par l'exploitant: 10 ans

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique est réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;</li> <li>pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</li> </ul> <p>II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.</p> <p>Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Equipement STANDARD FASEL F1041:</u></li> </ul> <p>- <u>N° de rapport - inspection périodique n°1946227-002-1 du 02/03/2023</u> : intervention du 17/02/2023 réalisée par l'APAVE.</p> <p>Le compte-rendu ne présente pas d'incohérence par rapport aux caractéristiques de l'ESP. Il est daté et signé électroniquement par la personne ayant réalisé l'inspection périodique. Le rapport conclut à des résultats et essais satisfaisants. L'équipement peut être maintenu en service.</p> <p>- <u>N° de rapport - attestation requalification n°134835392-001-1 du 17/06/2025</u> : intervention du 08/04/2025. Le rapport mentionne néanmoins une épreuve hydraulique et une vérification des accessoires de sécurité réalisées le 20/03/2025.</p> <p>Le compte-rendu ne présente pas d'incohérence par rapport aux caractéristiques de l'ESP. Il précise que la requalification périodique qui vaut inspection périodique est prononcée. Le rapport est signé électroniquement par la personne ayant réalisé l'intervention.</p> <p>Le plan d'inspection sera communiqué à l'inspection.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li><u>Cuiseur n°1 n°296 et cuiseur n°2 – n°298</u> : cf.fiche de constat n°21</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra au service d'inspection le plan d'inspection pour l'équipement Générateur STANDARD FASEL F1041;</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 20 : Vérification des échéances de l'inspection périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</li> <li>- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</li> </ul> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les périodicités maximales pour les deux équipements contrôlés sont respectées. Ces équipements ne sont pas en retard de contrôle. Les dates sont cohérentes avec les listes des ESP.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Analyse du compte rendu de requalification périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la</p>



responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

- d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;
- dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

#### **Constats :**

- Équipement STANDARD FASEL F1041: (cf.fiche constat n°19)

L'exploitant a présenté les deux dernières attestations de RP.

- Rapport Paola V2.0-14091195 T2V01.01 du 17/03/2014: intervention par APAVE du 02/01/2014 au 04/02/2014): requalification suite à une intervention notable (remplacement d'un tirant plaque arrière).

Le rapport ne présente pas d'incohérence par rapport à la liste ESP. L'attestation est datée et signée par la personne ayant réalisé l'intervention. La requalification périodique est prononcée.

- N° de rapport :135387159-001-1 du 15/12/2025: intervention par APAVE du 24/11/2025 au 10/12/2025.

Le rapport ne présente pas d'incohérence par rapport à la liste ESP.

La requalification est prononcée.

Le rapport conclut que "Les résultats des contrôles et essais réalisés sont satisfaisants. L'équipement est jugé apte à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du code de l'environnement, sous réserve de ne pas modifier les conditions d'exploitation."

L'attestation est datée et signée par la personne ayant réalisé l'intervention.

- Equipement Cuiseur n°1 - 296:

- Rapports n°50001691527, 50001706464, 50001706463 : suite épreuves hydrauliques du 19/03/2014 et 07/04/2014 réalisées par l'APAVE.

Les attestations ne présentent pas d'incohérence par rapport aux caractéristiques de l'équipement de la liste des ESP.

La requalification est prononcée.

Les attestations sont datées et signées par la personne ayant réalisé l'intervention.

- N° de rapport :100255507-001-1 du 07/05/2024 : intervention par APAVE du 07/02/2024 au 08/02/2024

<p>Les attestations ne présentent pas d'incohérence par rapport aux caractéristiques de l'équipement de la liste des ESP.</p> <p>La requalification est prononcée.</p> <p>Le rapport conclut pour la double enveloppe et le corps du cuiseur: <i>"Les résultats des contrôles et essais sont satisfaisants. L'équipement est jugé apte à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du code de l'environnement, sous réserve de ne pas modifier les conditions d'exploitation."</i></p> <p>Pour le rotor : <i>"En raison des épaisseurs mesurées : tube central : 21.2 mm (calcul 10 mm) ; bras : 6.5 mm (calcul 6 mm), prévoir la prochaine inspection dans 12 mois.L'équipement est jugé apte à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du code de l'environnement, sous réserve de ne pas modifier les conditions d'exploitation."</i></p> <p>Cette remarque doit être prise en compte et la périodicité ajustée dans la liste des ESP.</p> <p>Les attestations sont datées et signées par la personne ayant réalisé l'intervention.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Équipement Cuiseur n°2 - 298:</u></li> </ul> <p>- <u>Rapports n°50001686617, 500016802020, 50001680203</u>: suite épreuves hydrauliques du 12 et 13/03/2014 réalisées par l'APAVE</p> <p>Les attestations ne présentent pas d'incohérence par rapport aux caractéristiques de l'équipement de la liste des ESP.</p> <p>La requalification est prononcée.</p> <p>Les attestations sont datées et signées par la personne ayant réalisé l'intervention.</p> <p>- <u>N° de rapport :100143851-001-1 du 23/10/2023</u>: intervention par APAVE du 20/09/2023 au 23/10/2023</p> <p>Les attestations ne présentent pas d'incohérence par rapport aux caractéristiques de l'équipement de la liste des ESP.</p> <p>La requalification est prononcée.</p> <p>Le rapport conclut pour la double enveloppe, le cuiseur et le rotor: L'équipement est jugé apte à fonctionner en sécurité jusqu'à la prochaine opération de contrôle prévue par l'article L.557-28 du code de l'environnement, sous réserve de ne pas modifier les conditions d'exploitation.</p> <p>Les attestations sont datées et signées par la personne ayant réalisé l'intervention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 22 : Vérification des échéances de La requalification périodique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;</li> <li>- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;</li> <li>- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par</li> </ul>

<p>inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;</li> <li>- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;</li> <li>- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.</li> </ul> <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les périodicités maximales entre deux requalifications périodiques pour les équipements contrôlés sont respectées. Ces équipements ne sont pas en retard de contrôle. Les dates sont cohérentes avec les listes des ESP.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 23 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Equipement STANDARD FASEL F1041:</u> La plaque d'identification est bien présente sur l'équipement avec le n° 67239. Les principales caractéristiques de l'équipement sont lisibles sur la plaque. Néanmoins, il convient de déchiffrer certains éléments. La lisibilité mérite d'être améliorée. Les informations de la plaque sont conformes aux caractéristiques figurant sur les documents (PS, V, n° fabrication, année,...).</li> <li>• <u>Cuiseur n°1 - 296:</u> La plaque d'identification est présente mais l'ensemble des caractéristiques ne sont pas lisibles. (corps 67216 lisible).</li> <li>• <u>Cuiseur n°2 - 298:</u> La plaque d'identification est présente mais l'ensemble des caractéristiques ne sont pas lisibles.</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Cuiseur n°3 n°8196:</u> La plaque d'identification est bien présente et lisible. Les informations de la plaque sont conformes aux caractéristiques figurant sur la liste des ESP (PS, V, n° fabrication, année,...).</li> <li>• <u>Cuiseur n°4 n°8187:</u> La plaque d'identification est bien présente et lisible. Les informations de la plaque sont conformes aux caractéristiques figurant sur la liste des ESP (PS, V, n° fabrication, année,...).</li> </ul>
<p><b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b></p> <p>L'exploitant vérifiera les plaques d'identification des ESP et rendra lisible l'ensemble des caractéristiques des équipements.</p>
<p><b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites</p>
<p><b><i>Proposition de suites :</i></b> Demande d'action corrective</p>
<p><b><i>Proposition de délais :</i></b> 1 mois</p>

**N° 24 : Contrôle de l'état de l'équipement**

<p><b><i>Référence réglementaire :</i></b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p><b><i>Thème(s) :</i></b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p><b><i>Prescription contrôlée :</i></b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p><b><i>Constats :</i></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Cuiseur 1 - n°296:</u> L'équipement ne présente pas de fuite et de déformation. L'état des supports est satisfaisant. L'équipement ne présente pas de corrosion.</li> <li>• <u>Cuiseur 2 - n°298:</u> Il est constaté une perte d'eau de condensat de vapeur au niveau des garnitures tressées de l'équipement.</li> <li>• <u>Générateur STANDARD FASEL F1041:</u> L'équipement ne présente pas de fuite et de déformation. L'état des supports est satisfaisant. L'équipement ne présente pas de corrosion.</li> </ul>
<p><b><i>Type de suites proposées :</i></b> Sans suite</p>

**N° 25 : Contrôle des accessoires de sécurité**

<p><b><i>Référence réglementaire :</i></b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I</p>
<p><b><i>Thème(s) :</i></b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p><b><i>Prescription contrôlée :</i></b> I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>

**Constats :**

- Cuiseur 1 - n°296:

L'équipement est équipé de soupapes de sécurité (soupapes n°190 et n°228 vérifiées en février 2024) constatées sur site.

La pression de tarage (9 bar) est inférieure à la pression maximale de l'équipement (10 bar).

- Cuiseur 2 - n°298:

L'équipement est équipé de deux soupapes de sécurité avec une valeur de réglage à 9 bar, inférieure à la pression maximale de l'équipement (10 bar).

- Générateur STANDARD FASEL F1041:

L'équipement est équipé de 3 soupapes de sécurité, avec une valeur de réglage à 12 bar égale à la pression maximale de l'équipement (10 bar). 2 soupapes facilement accessibles ont été vérifiées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 26 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements

**Prescription contrôlée :**

En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".

Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.

**Constats :**

- Cuiseur 1 - n°296:

Le marquage par poinçon "tête de cheval" est identifiable sur la plaque avec la date inscrite au 29/02/2024 correspondant à la date de requalification périodique prononcée dans le rapport n°100255507-001 du 07/05/2024.

- Cuiseur 2 - n°298:

Le marquage par poinçon "tête de cheval" est identifiable sur la plaque du cuiseur avec la date inscrite au 23/10/2023 correspondant à la date de requalification périodique prononcée dans le 100143851-001-1 du 23/10/2023.

- Générateur STANDARD FASEL F1041:

Le marquage par poinçon "tête de cheval" est visible sur la plaque avec la date inscrite au 05/06/2025 correspondant à la date de requalification périodique prononcée dans le rapport n°134835392-001 du 17/06/2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite